

marches-securises.fr

PUBLICATION

**ÉTABLISSEMENT**

**SMDO - Syndicat Mixte du  
Département de l'Oise (60)**  
Rue Bellum Villare  
Parc Tertiaire et Scientifique  
60610 Lacroix Saint Ouen

**AVIS DE MARCHÉ  
SERVICES****Organisme acheteur**

Syndicat Mixte du Département de l'Oise (60), L'ADMINISTRATEUR DE L'ETABLISSEMENT, Rue Bellum Villare Parc Tertiaire et Scientifique, 60610 Lacroix Saint Ouen, pays\_ISO3166\_FRA. Tel : +33 344096711. E-mail : marchespublics@smdoise.fr.

**Adresse(s) internet**

Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Objet du marché**

**Mission de contrôle des performances garanties pour le centre de valorisation énergétique du SMDO à Villers-Saint-Paul**

**Lieu d'exécution**

Centre de valorisation énergétique (CVE) – Avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie, 60780 Villers Saint Paul 60780 Villers-Saint-Paul

**Caractéristiques****Type de procédure :**

Procédure adaptée.

**Caractéristiques principales :**

Le présent marché porte sur une mission de contrôle des performances garanties pour les travaux liés à la création de la troisième ligne de traitement du centre de valorisation énergétique des déchets du SMDO à Villers Saint Paul exploité dans le cadre de la concession conclue par le SMDO avec la société IDDEO, filiale de la société IDEX pour une durée de 20 ans.

La mission consiste en :

- o la réalisation du protocole d'essais ;
- o la réalisation des essais de performances ;
- o la rédaction des rapports d'essais et des Procès-Verbaux de Constats d'Atteinte des Performances Garanties.

**Des variantes seront prises en considération : Non****Division en lots : Non****Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 9 (à compter de la date de notification du marché).

**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

**Lundi 10 mars 2025 - 12:00**

**Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

Durée en jours : 90 (à compter de la date limite de réception des offres).

**Conditions relatives au marché****Cautionnement et garanties exigés**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres du SMDO

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

En cas de groupement, la forme juridique adoptée est soit celle d'un groupement solidaire, soit celle d'un groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint, l'acheteur public impose que le mandataire du groupement soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R. 2142-24, alinéa II du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en

agissant à la fois en qualité de candidats individuels (ou de mandataire d'un groupement) et de membres d'un ou plusieurs groupements. Il est rappelé que tous les membres du groupement devront obligatoirement être identifiés dans le pli initial. Aucune modification de groupement ne pouvant avoir lieu durant le déroulement de la consultation.

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

**Unité monétaire utilisée : Euro.**

**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat**

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

**Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

**Autres renseignements**

**Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur**

FCS25-10/02

**Renseignements complémentaires :**

Compte tenu de la nature de la présente procédure de consultation, l'acheteur se réserve la faculté, après analyse des offres, d'inviter l'ensemble des soumissionnaires à négocier sur la base de leur offre initiale, y compris celles irrégulières et inacceptables (l'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse).

L'acheteur peut également attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Il procédera alors au classement des offres conformément aux critères de choix.

Les négociations pourront porter sur tous sujets techniques, administratifs et/ou financiers liés au dossier d'offre sans pour autant

modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

Les négociations pourront être écrites ou orales (par audition).

#### **Conditions de remise des offres ou des candidatures**

Le pouvoir adjudicateur accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée, sauf en cas de copie de sauvegarde.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes : fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » à l'adresse postale suivante :

Syndicat Mixte du Département de l'Oise  
CS 30316  
60203 COMPIEGNE CEDEX

ou est déposée contre récépissé auprès des services du SMDO, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 (17h00 le vendredi), à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte du Département de l'Oise  
Parc Tertiaire et Scientifique  
Rue Bellum Villare  
60610 LACROIX- SAINT-OUEN

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

### **Adresses complémentaires**

**Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

T DESYND MIXTE DEP OISE TRPT TRAITEMEN CS30316, , 60610 LACROIX ST OUEN, FRANCE. E-mail : [marchespublics@smdoise.fr](mailto:marchespublics@smdoise.fr).

### **Date d'envoi du présent avis**

10 février 2025